

Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

Vol. 03, N° 03 • Mars 2012

Édition régionale

Centre-du-Québec/Mauricie

50 000 exemplaires gratuits distribués dans les deux régions

Projet de revitalisation rurale

Replanter les racines

Depuis janvier 2009, des citoyens se sont mobilisés et rassemblés en comités locaux pour identifier leurs besoins et stratégies de développement. En trois ans, ils ont créé des coopératives de solidarité, des organismes à but non lucratif et des emplois. Ce projet unique au Québec vise à revitaliser des municipalités rurales de la Mauricie par la mobilisation citoyenne et l'entrepreneuriat collectif. Porté et mis en œuvre par la Coopérative de développement régional (CDR) Centre-du-Québec/Mauricie, il n'est qu'un début pour des projets qui se poursuivent, bien ancrés dans le milieu. Au cœur des défis : les services de proximité, l'offre touristique, récréative, en habitation et culture. Et ils sont là pour durer.

Ces sept municipalités, qui comptent de 167 à 3115 habitants, se répartissent sur l'ensemble du grand territoire de la Mauricie : Saint-Alexis-des-Monts, Sainte-Angèle-de-Prémont et Saint-Édouard-de-Maskinongé dans la MRC de Maskinongé; Notre-Dame-de-Montauban, Trois-Rives et Sainte-Thècle dans la MRC de Mékinac; Lac-Édouard dans l'agglomération de La Tuque. Leurs cadres de vie, leur accessibilité, leurs potentiels de changement et d'intervention ont été identifiés comme autant de forces pour entreprendre des projets collectifs et relever les défis.

Christine Gilliet

«L'entrepreneuriat collectif présente des avantages en l'absence d'investisseurs», explique Stéphanie Milot, la conseillère en développement coopératif recrutée à temps plein pour le projet à la CDR. «Les citoyens se sont rassemblés pour partager leurs compétences socioprofessionnelles et de leadership, leurs motivations, afin de s'engager dans un projet viable et durable, qui répond aux besoins des communautés et qui offre des emplois. L'entrepreneuriat privé vise d'abord la rentabilité économique, et tout le monde n'est pas prêt à se lancer dans une création d'entreprise nécessitant de forts investissements au départ». Deux ateliers de transfert et de partage d'expériences ont



Pour revitaliser leur municipalité, les habitants de Lac-Édouard ont misé sur leurs richesses naturelles: le lac de 28 kilomètres de long et la forêt.

Photo: Coopérative de Solidarité de Lac-Édouard

réuni les comités locaux en 2010 et 2011. Les premières réussites de projets et l'adhésion collective ont fortement maintenu le niveau de motivation pendant le processus.

Le projet arrive quasiment au terme de sa mise en œuvre, «puisque'il bénéficie d'une extension de trois mois, jusqu'au 31 mars

2012, due à la gestion adéquate des fonds», explique Annie Roy, la directrice générale de la CDR qui accompagne les acteurs mobilisés

SUITE EN PAGE 8
Revitaliser

DOSSIER: Revitalisation rurale par la coopération - p. 8-9
Forum coopératif de la Mauricie • Entrevues: Madeleine L. Robert, Yvon L'Heureux, Jean-Guy Lavoie, Annie Roy, Lynn O'Cain, Larry Bernier, Guy Veillette, Hélène Simard.

Maintien à domicile

Il manque encore 10 millions \$

Le gouvernement tarde toujours à débloquer les 15 millions de dollars demandés par la Fédération des coopératives de services à domicile et de santé du Québec (FCSDSQ) pour pallier la non-indexation du programme d'aide domestique (PEFSAD) entre 1997 et 2009.

Andrée-Anne Côté-St-Laurent

Seulement six millions ont été versés aux entreprises d'économie sociale en aide à domicile (EÉSAD), un manque à gagner qui diminue l'accessibilité des services.

«60 000 \$, c'est ce que ça coûte annuellement pour maintenir quelqu'un dans un centre hospitalier de soins longue durée (CHSLD) du Québec, confirme J. Benoît Caron, directeur général de la FCSDSQ. Il est beaucoup plus

rentable de garder les gens actifs chez eux, car en centre d'hébergement, ils ne consomment plus. Les propriétaires de maison, eux, continuent d'emplier les coffres du Trésor public, en payant des taxes.»

Le sous-financement des entreprises offrant des services d'aide à domicile entraîne une augmentation des coûts de services pour tous les membres d'une coopérative, soit d'environ 8\$ par visite depuis 1997. «Ce sont les moins fortunés qui écopent», rappelle Guy Baillargeon, directeur de la Coopérative de

solidarité d'aide domestique de Shawinigan, qui dessert 700 membres. Il ne va pas sans dire que plus les tarifs doivent augmenter, plus les gens ont recours aux services privés ou aux travailleurs au noir.

Selon J. Benoît Caron, l'augmentation du salaire minimum de 1,75\$ en cinq ans ainsi que des frais de déplacements propulsent

SUITE EN PAGE 3
10 millions \$



Le Journal Ensemble : CE MOIS-CI DANS TOUS LES PRÉSENTOIRS DE LA GAZETTE DE LA MAURICIE ET DANS LES COOPÉRATIVES DU CENTRE-DU-QUÉBEC

55 000 exemplaires - www.lagazette.ca



**LA PRESSE
COOPÉRATIVE
EN TOURNÉE**



**2012 Année
internationale des
coopératives**

Le journal
Ensemble
est en tournée dans les
régions du Québec. Les
abonnés reçoivent
toutes les éditions
papier régionales.

**Réservez votre place aux
premières loges!**

Abonnement en ligne:
coop.journalensemble.coop

Ensemble
Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop



Coopérative de solidarité de santé Shooner - Jauvin

Une Coopérative de santé en plein essor

Alors que le modèle des coopératives de santé défraie souvent les manchettes, celle de Pierreville poursuit sur sa lancée. Un état de la situation de la Coopérative de solidarité de santé Shooner - Jauvin.

François Beaudreau
Journal L'annonceur

« Il y a eu une belle progression qui s'est faite depuis quatre ans. Quand nous avons débuté, il y avait deux médecins. Maintenant, ils sont quatre et nous accueillons des résidents en médecine qui viennent pratiquer pour leur stage. Et puis il y a des ouvertures pour d'autres services. Le problème, c'est que nous allons manquer de locaux. Mais c'est un heureux problème. Ça veut dire que ça vive dans la boîte. »

Le président de la Coopérative de solidarité de santé Shooner - Jauvin et maire de Pierreville, André Descôteaux, a tenu ces propos alors qu'il a présenté à L'annonceur un bilan de l'évolution de l'organisme.

Françoise Lacasse, directrice générale, et Rose-Hélène Pepin, administratrice et conseillère municipale de Saint-Pie-de-Guire étaient également présentes lors de la rencontre qui a eu lieu à l'hôtel de ville de Pierreville, le 8 février dernier.

Ils ont indiqué qu'en plus des médecins qui y pratiquaient, la Coopérative comptait aussi sur les services d'une infirmière et d'une super infirmière.

« Une super infirmière est une infirmière praticienne. Elle peut poser des diagnostics et prescrire certains médicaments. Elle peut compléter le travail des médecins, par exemple en faisant le suivi des cas de diabète. Elle a accès à un médecin, si jamais elle avait des questions ou un problème », a expliqué Mme Lacasse.

MEMBRES ET CLIENTÈLE

La Coopérative de solidarité de santé compte actuellement 3 507 membres, avec un médecin ou non. Les médecins, qui y exercent leur profession, assurent le suivi de 3 161 patients. « Ce nombre va augmenter », a précisé Mme Lacasse, depuis que deux autres médecins les ont rejoints au mois d'août 2011.

Malgré cela, elle compte 1 566 patients sur la liste d'attente pour avoir un médecin de famille. Une proportion importante de la clientèle qui fréquente la Coopérative, soit 42%, est considérée comme « vulnérable »,

c'est-à-dire souffrant d'une maladie sévère et qui requiert un suivi plus exigeant. « C'est la Régie de l'assurance maladie qui classe certaines maladies comme étant vulnérables. La moyenne provinciale est autour de 34% », précise Mme Lacasse. « Tous ces cas lourds ont besoin de consultation au mois ou aux trois mois. Presque le quart de nos patients ont 70 ans ou plus. »

MODÈLE

La Coopérative a été mise sur pied en 2008 pour éviter la fermeture de la Clinique médicale de Pierreville, qui était prévue pour février 2010, à cause du manque de relève médicale. Elle regroupe plusieurs intervenants, dont la Caisse populaire du Bas-Saint-François et dix municipalités de trois MRC différentes et qui ont chacune un représentant qui siège à son conseil d'administration.

« Au début, nous avons regardé ce qui se faisait ailleurs, mais de façon sommaire. On peut dire que nous avons monté nous-mêmes notre propre modèle de Coopérative. Nous nous sommes quand même fiés à la Fédération [des coopératives de services à domicile et de santé du Québec], qui nous avait envoyé des représentants. Et puis Christian Hart, du CLD, est venu nous aider. Ensuite, avec les dix municipalités, nous nous sommes assis ensemble et nous avons commencé à discuter. Le docteur Karl Shooner nous a expliqué la problématique qu'eux, les deux médecins, vivaient à l'époque », a rappelé André Descôteaux.

COHÉSION ET MILIEU DE VIE

Avec la fermeture éventuelle de la clinique médicale, c'était la cohésion de la communauté locale et des environs qui risquait de subir le contrecoup. « Il y a non seulement les soins de santé à la population, mais tous les services dans une municipalité qui en découlent et qui sont affectés », a commenté Mme Lacasse. Elle estime qu'il y a une cinquantaine de coopératives de santé qui sont fonctionnelles au Québec, actuellement.

« Je trouve que nous avons la meilleure formule », a lancé Mme Lacasse. Les gens paient une part sociale pour être membres, une fois dans leur vie, de 70 \$. Ils n'ont pas à payer des frais annuels parce que ce sont les municipalités qui subviennent au fonctionnement », a-t-elle exprimé.

« Un des points importants, c'est qu'on viderait nos milieux ruraux si nous



André Descôteaux, président du conseil d'administration de la Coopérative de solidarité de santé Shooner et Jauvin, Françoise Lacasse, directrice générale, et Rose-Hélène Pepin, administratrice.

Photo: François Beaudreau, Journal L'annonceur

n'avions pas un service comme celui-là. Une jeune famille qui veut s'établir, avant d'acheter une propriété, va s'informer s'il y a des services de santé. S'il n'y en a pas, elle va choisir un autre endroit. Même chose pour les personnes qui prennent de l'âge. Autrement, les personnes qui n'ont pas accès à ces soins-là vont s'éloigner », a illustré M. Descôteaux.

ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

Si l'achat de parts sociales dans la Coopérative permet d'assurer la pérennité des services de santé dans la région, elle ne procure pas d'avantages aux membres quant

à l'accès aux soins. « Il y en a qui disent qu'il faut absolument être membre pour avoir un médecin. Ce n'est pas vrai. Il y a des gens qui sont membres, d'autres qui sont non membres. C'est vraiment sur une base volontaire », a précisé la directrice générale.

« Les seuls qui peuvent décider de

la priorité des dossiers à traiter, ce sont les médecins eux-mêmes. Ils ont le contrôle sur leur rendez-vous. Nous, à la Coopérative, nous n'avons aucun pouvoir là-dedans. Le seul pouvoir que nous avons, c'est de leur fournir les bureaux et le personnel pour qu'ils puissent pratiquer. En retour, ils nous payent un loyer », a ajouté André Descôteaux. « Mais je pense qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de système de santé qui coûte moins cher au gouvernement qu'une Coop. Nous sommes dix bénévoles, nous autres, là-dedans. Ce sont dix personnes qui travaillent bénévolement pour garder des services de proximité. Ça ne nous coûte pas cher à opérer, cette Coop-là. Si ces services étaient rapatriés ailleurs, que ce soit un CLSC ou autres, ça coûterait beaucoup plus cher à opérer pour le gouvernement », a-t-il conclu.

SUITE DE LA UNE 10 millions \$

les tarifs horaires. « Ces entreprises sont à but non-lucratif. Elles s'assurent seulement de couvrir leurs frais, mais parfois, elles n'y arrivent même pas. » Pour cela, il est difficile d'offrir un salaire compétitif au personnel membre. « Cela défavorise le recrutement d'employés qualifiés, qui vont voir ailleurs, explique Guy Baillargeon. Comme il manque de main-d'œuvre, il est aussi difficile de faire la promotion de l'entreprise. »

VEILLIR CHEZ SOI

Richard Lefrançois, professeur titulaire de gérontologie à l'Université de Sherbrooke, considère que les aînés ont droit à leur juste part. « Les 50 ans et plus détiennent tout de même 50% des actifs de la province de Québec. En plus de leur savoir, ils font tourner la machine économique avec leurs placements »,

soutient-il en rappelant qu'ils sont aussi les plus actifs dans la vie démocratique. Pour lui, un programme de maintien et d'aide à domicile serait bienvenu au Québec. « Toute personne préfère vivre dans son environnement familial, dans lequel il a vécu pendant des années. Vivre dans sa maison, en famille ou avec son conjoint, est un rêve que caressent tous les aînés. »

En novembre 2011, la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, a confirmé vouloir mettre tous les moyens en œuvre pour aider les aînés à se tailler une place dans la vie active, dans le cadre du futur programme Vieillir chez soi. « Une récente étude de Statistique Canada sur la population active montre que 92 700 emplois sont occupés par des aînés et que ce nombre ne cesse d'augmenter », a déclaré la ministre.

Selon elle, « la mise en œuvre de la politique Vieillir chez soi aura pour effet de permettre aux personnes âgées de bien vivre chez elles, quel que soit le lieu où elles vivent. »

J. Benoît Caron a des pensées positives face à cette future politique.

C'est pour nos 25 000 membres dans la région que nous faisons des recommandations au gouvernement.

Carol Boulanger, président
AQRQ Centre-du-Québec

« On souhaite que les EÉSAD et le PEFSAD fassent partie de ce programme, car ils contribueront ensemble à la cause des aînés. » Selon lui, le recours aux services d'aide à domicile provenant d'entreprises à but non-lucratif est un moyen concret et tangible de mettre en œuvre la politique. Mais il réclame toujours 10 millions de dollars de plus pour les EÉSAD et le PEFSAD.

Pour l'Association québécoise des retraités du secteur public et para-public (AQRQ) du Centre-du-Québec, présidée

par Carol Boulanger, les revendications sont semblables. « Nous demandons plus d'argent pour offrir de meilleurs soins aux aînés et un meilleur soutien aux entreprises d'économie sociale offrant des services à domicile. Nous souhaitons par le fait même aider les proches et les aidants naturels des retraités en difficulté, explique Carol Boulanger. C'est pour nos 25 000 membres dans la région que nous faisons des recommandations au gouvernement. »

La région de Trois-Rivières est un endroit où il fait bon vivre pour les aînés, selon une étude de Richard Lefrançois. Tout comme la ville de Sherbrooke, Trois-Rivières présente une population plus vieillissante qu'ailleurs au Québec. « Il y a donc plus d'activités pour les aînés, la vie associative beaucoup plus forte, explique le professeur. Dans cette région, les aînés vivent beaucoup plus dans leur maison. Ils sont bien entourés, car la vie familiale semble y être beaucoup plus développée. » Selon les données de l'AQRQ, seulement 13% des personnes âgées vivent en habitations collectives. Des 42 300 aînés de la région, 60% vivent dans des ménages privés.

Je participe

Nom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Téléphone : _____

Devenir membre

J'annonce

Adhésion annonceur
(membre auxiliaire)
200\$

Je m'informe

Adhésion lecteur
(membre auxiliaire)
20\$

Je publie

Adhésion journaliste
(premier article)

Je m'abonne au tarif membre

Abonnement papier : 90\$

Abonnement courriel (PDF) : 25\$

Je souscris des parts privilégiées pour soutenir la mission de la coopérative : _____ \$

Je transmets cet abonnement avec le paiement du total (_____ \$) à l'adresse suivante :

Coopérative de journalisme indépendant. 86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0
418 860-1609 - www.journalensemble.coop

Je refuse de découper mon superbe exemplaire d'Ensemble : Adhésion et abonnement en ligne : coop.journalensemble.coop
Je m'abonne par téléphone ou par courriel : 418 857-2712 ou administration@journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

Ensemble

Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop

Citadelle, une coopérative agricole provinciale située à Plessisville, dans la MRC de l'Érable

De la tradition à l'innovation...

Depuis 1925, dans le pur respect de la tradition, Citadelle coopérative de producteurs de sirop d'érable, de renommée internationale, transforme, développe et distribue des produits novateurs d'excellence. Parmi sa vaste gamme de produits, tous aussi populaires les uns que les autres, vous y retrouverez le traditionnel sirop d'érable pur, les sirops biologiques et aromatisés, les produits gourmets originaux, le miel, ainsi que la nouvelle ligne de produits de soins corporels à l'érable.

Pour plus de détails, visitez le www.citadelle.coop



PRODUCTEURS DE PURES INNOVATIONS

Coopérative de solidarité Collecte Pro

Un vidangeur pas comme les autres

Rares sont les entreprises de collecte des déchets qui se réjouissent quand le tonnage de déchets diminue. C'est pourtant le cas de la Coopérative de solidarité Collecte Pro qui cherche à détourner le plus de matières résiduelles possible des sites d'enfouissement.

Sébastien Lacroix

La coopérative de solidarité, qui est en opération depuis environ deux ans en Mauricie, compare même les matières résiduelles à des ressources naturelles ! Elle est aussi convaincue du fort potentiel économique qu'elles représentent.

Collecte Pro travaille activement à trouver des débouchés pour différents types de matières résiduelles. Actuellement, elle se concentre sur les métaux, les rembourrés et les matériaux provenant des technologies de l'information et de la communication (TIC).

« Ce sont soit des choses que les gens viennent nous porter directement ou que nous prenons dans des éco-centres, indique le directeur général, Jean-Yves Guimond. C'est important que les gens comprennent qu'en recyclant, nous créons de l'emploi. En informatique, par exemple, si nous avons plus de matériels qui sont récupérés, il y a plus de matières disponibles pour les entreprises, donc plus de monde qui travaille là-dessus. »

UNE MISSION SOCIALE

La prochaine étape pour Collecte Pro sera

d'ailleurs de s'attaquer à l'écoresponsabilité des citoyens et des ICI (industries, commerces et institutions).

« Nous travaillons beaucoup sur l'éducation et la sensibilisation. Nous voulons développer le sentiment d'appartenance, explique Jean-Yves Guimond. Il faut que les gens comprennent qu'ils ne font pas seulement partie du problème, mais aussi de la solution. »

La coopérative cherche actuellement à attirer des membres de soutien. C'est-à-

gestion, Collecte Pro poursuit une mission sociale en intégrant des personnes éloignées du marché du travail. La coopérative compte 70 employés.

UNE STRUCTURE UNIQUE AU QUÉBEC

Actuellement, elle dessert près de 85 % des municipalités de la Mauricie, en excluant celles de la Haute-Mauricie. Celles-ci sont les principaux membres utilisateurs. Elles paient un tarif selon le nombre de portes, comme c'est la norme dans l'industrie de la collecte

Elle vient tout juste de se doter d'un site Internet sur lequel elle compte poursuivre ses efforts d'éducation et de sensibilisation.

La coopérative travaille aussi de concert avec les municipalités membres. « Chaque mois, nous leur envoyons des statistiques pour qu'elles constatent l'évolution de leur tonnage de déchets enfouis. Est-ce qu'il augmente ou il diminue? Nous cherchons à les mettre en compétition pour qu'elles tentent de faire mieux que leurs voisins. Nous voulons les amener à faire les investissements nécessaires pour favoriser la revalorisation plutôt que l'enfouissement. Il y en a qui ont réagi, mais le milieu municipal est un monde conservateur. Ils fonctionnent selon des budgets bien précis. »

DE PLUS EN PLUS DE DÉCHETS

Il reste encore beaucoup de travail. Il semblerait même que la situation se détériore depuis une dizaine d'années. « Au début des années 2000, nous produisions 20 tonnes de déchets par minute, au Québec. Nous en produisons 25 tonnes par minute aujourd'hui, indique Jean-Yves Guimond. Nous faisons plus de recyclage qu'avant, mais, tout de même, le tonnage de déchets augmente. »

Photo: Collecte Pro



Actuellement, Collecte Pro dessert près de 85 % des municipalités de la Mauricie, en excluant celles de la Haute-Mauricie. Celles-ci sont les principaux membres utilisateurs. Elles paient un tarif selon le nombre de portes, comme c'est la norme dans l'industrie de la collecte des déchets.

dire des citoyens et des ICI qui se sentent interpellés par la cause et qui sont prêts à offrir un appui tangible à la mission. Leur cotisation est de 10 \$ par année, ce qui leur donne droit à des rabais pour acquérir des biens qui sont faits à partir d'articles valorisés.

En plus d'impliquer des citoyens dans sa

des déchets.

En étant sans but lucratif, la coopérative a bénéficié d'une longueur d'avance pour entreprendre des pourparlers avec les municipalités. Son statut lui a donné la possibilité de négocier des contrats de service de gré à gré.

« C'est unique au Québec que d'avoir une telle structure. C'est plus pertinent et c'est plus facile d'avoir un suivi administratif, estime M. Guimond. Nous ne versons pas de ristournes, mais les profits sont réinvestis dans l'entreprise. »

Collecte Pro est d'ailleurs sur le point d'acquérir deux camions qui serviront surtout à la collecte des matières recyclables.

À son avis, la société de consommation dans laquelle nous vivons y est pour quelque chose. « Ça va peut-être avec la qualité des biens que l'on achète. Avec l'arrivée des magasins à 1 \$, on hésite maintenant moins à jeter. »

Pour tenter de faire changer les habitudes et les comportements, le directeur général n'est pas encore prêt à diminuer la fréquence de la collecte des déchets pour encourager le recyclage, comme c'est le cas dans plusieurs municipalités.

« Quand les gens sont habitués de mettre leurs poubelles au chemin tous les vendredis depuis quarante ans, c'est difficile. Il faut prendre le temps de leur expliquer pourquoi on fait ça et quels sont les avantages. »



L'équipe de Collecte Pro

Photo: Collecte Pro

Merci à la Coopérative du Marché public de Drummondville !



L'équipe de la Coopérative de journalisme indépendant remercie chaleureusement la Coopérative du Marché de Drummondville qui met à sa disposition un espace d'entreposage pendant la distribution du journal Ensemble, partout au Centre du Québec.

www.marchepublicdrummondville.com

Coop de solidarité radio communautaire de la MRC de Maskinongé

Les citoyens en ondes depuis 5 ans

Depuis cinq ans, 103,1 FM mobilise les citoyens sur le terrain, les ondes et dans ses studios.

Christine Gilliet

S'intéresser aux gens d'ici et les rejoindre selon leurs goûts et leurs besoins, c'est bien l'objectif de la radio locale de la MRC de Maskinongé. Elle diffuse des informations locales, couvre les événements et projets des 17 municipalités, et une grande



L'équipe de 103.1 FM

Photo: 103.1 FM

diversité musicale. Il faut dire que dans cette coopérative de solidarité, créée avec l'engagement des citoyens et des partenaires, un bon nombre de ses membres prennent part à la programmation. Et pour les jeunes, c'est aussi un tremplin.

Cette coopérative de solidarité s'est créée en mars 2004 par un rassemblement de citoyens de la MRC qui souhaitaient avoir une radio communautaire dans leur milieu, auxquels se sont joints le Carrefour-Jeunesse Emploi (CJE) et de nombreux partenaires. « L'information locale nous distingue, on la transmet à chaque début d'heure. Elle provient de nos milieux, qui sont petits, et elle n'est pas reprise dans les autres médias régionaux. Nous, nous sommes sur le terrain et nous la diffusons », explique Jonathan Gariépy, directeur général de la radio.

CINQ ANS ET LA COTE D'ÉCOUTE

C'est en janvier 2007 que les premiers mots de la radio se sont propagés sur les ondes. Aujourd'hui, une soixantaine d'intervenants de tous âges participent chaque semaine directement à l'animation des émissions, à titre d'animateurs ou de chroniqueurs. Encadrés et formés par deux animateurs professionnels, ils sont bénévoles et membres de la coopérative. Les 378 membres se répartissent en deux catégories: les membres de soutien, des personnes qui achètent leur part sociale au prix de 10 \$,

et les membres utilisateurs parmi lesquels se trouvent des entreprises, des organismes dont les parts varient de 250 \$ à 5 000 \$, bénéficiant d'avantages pour l'achat de publicité sur les ondes.

103,1 FM a fêté son cinquième anniversaire en janvier 2012. Selon un premier sondage BBM, elle est écoutée par 20% de la population du territoire qui totalise 36 000 habitants. « Un résultat très satisfaisant pour nous, nous sommes une radio jeune! », commente Jonathan Gariépy. Elle fonctionne avec un budget annuel moyen d'environ 300 000 \$.

UNE GRILLE D'ÉMISSIONS VARIÉES

En semaine, de 6 h à 18 h, place à l'information et aux émissions grand public avec les deux animateurs professionnels qui se partagent la programmation et les choix musicaux. Les soirées musicales ciblent divers publics: rock, country, blues, musique du monde, rhythm and blues. La radio veille aussi à laisser la plus grande place à la chanson francophone, québécoise et à la relève locale. Du rétro, de la musique traditionnelle, et du classique le dimanche matin. « On a la chance d'être une radio locale et d'offrir aux auditeurs un contenu différent. Dans celui des radios privées commerciales, ils sont comme pris dans un carcan, sans pouvoir décisionnel régional », explique Jonathan Gariépy.

On peut entendre les entrevues et points

de vue d'intervenants de divers domaines socioéconomiques et artistiques, sur différents sujets d'opinion publique, de la politique au tourisme à Cuba, en passant par la santé mentale. « Les bonnes nouvelles locales et nos projets ne sont pas forcément relayés par les radios régionales. 103,1 FM est une bonne tribune pour nous, et elle rejoint les gens d'ici qui écoutent plus volontiers qu'ils ne lisent », souligne Josée Bellemare, directrice du CJE. La grille de programmation est accessible sur le site Internet de la radio, où on peut l'écouter en direct.

DES JEUNES DERRIÈRE LE MICRO

Six jeunes animent régulièrement des émissions sur 103,1 FM, formés par les deux animateurs professionnels à la technique, à la console, à la mise en ondes, aux trucs et astuces de l'animation. Si cette radio locale constitue un accès aux métiers de la radio pour tous ses membres et animateurs bénévoles, elle permet de lancer des jeunes vers la vie professionnelle dans le domaine des médias. Dans le cadre du projet Médi@ction du CJE, la radio offrira bientôt un plateau de travail à six jeunes de 16 à 30 ans pendant 24 semaines. Ils effectueront des recherches approfondies sur un sujet, par exemple les consultations publiques, pour réaliser des documentaires sur une base hebdomadaire. On pourra les écouter à partir du 1^{er} mars 2012.

LES PRESSES DU FLEUVE
SEUL IMPRIMEUR INDÉPENDANT
 à l'est de Montréal
 pour l'impression de journaux, de circulaires et de bottins

EN RÉGION ON FAIT BIEN PLUS QUE BONNE IMPRESSION

ON DONNE UN SERVICE IMPRESSIONNANT!

- » JOURNAUX
- » CIRCULAIRES
- » NAPPERONS
- » REVUES
- » BOTTINS
- » TÉLÉPHONIQUES

et bien plus...

Gilles Robitaille, directeur général
 100, avenue de la Cour, Montmagny (Québec) G5V 2V9

T 418 248.5500
 SF 1 877 248.0020
 F 418 248.3800

Les PRESSES du FLEUVE Inc. Imprimeurs

Un avenir à prendre en main ensemble

COOPÉRATEURS ET FIERES DE L'ÊTRE!

La forêt québécoise est un patrimoine que nous devons collectivement cultiver et utiliser d'une manière durable pour le bénéfice des collectivités locales.

Les coopératives forestières contribuent depuis plus de 70 ans à dynamiser leur région respective.

Notre caractère coopératif est fondé sur la création de la richesse... et surtout sur son partage.

En matière de développement de la foresterie et de développement régional, nous sommes des joueurs actifs, passionnés et persuadés que l'avenir nous sourira.

Nous sommes la Fédération québécoise des coopératives forestières du Québec et nos valeurs sont celles de toutes les coopératives québécoises. L'Humain d'abord!

En cette Année internationale des coopératives, partagez avec nous la fierté des coopérateurs et des coopératrices.

EN MAURICIE

Coopérative forestière Bas St-Maurice
 1410-A, rue Trudel Est
 Saint-Boniface QC
 T - 819 535-6262
 www.cfbsm.com

Coopérative forestière du Haut St-Maurice
 50, rue Bostonnais
 La Tuque QC
 T - 819 523-2737

Fédération québécoise des coopératives forestières

3188, chemin Sainte-Foy bureau 200, Québec QC
 T - 418 651-0388 www.fqcf.coop

Suivez-nous sur

Habitation

La coopération loge à Sainte-Thècle

Ville d'environ 2500 habitants implantée sur le territoire rural de la MRC de Mékinac, Sainte-Thècle ne cherche plus le modèle de développement qui lui sied. Après avoir démarré une coopérative de solidarité en santé en 2003, la municipalité pourrait bientôt lancer un autre projet coopératif, en habitation cette fois.

Charles Lavolette

C'est depuis 2005 que les citoyens de Sainte-Thècle travaillent à mettre sur les rails une coopérative de solidarité en habitation dans leur municipalité. La naissance d'une coopérative de santé a bien démontré la faisabilité de ce type de projet et son impact positif sur le milieu.

La situation de Sainte-Thècle n'est pas une exception dans le milieu rural québécois. Avec une population vieillissante, des mesures doivent être prises afin de permettre aux aînés de demeurer dans le milieu de vie qu'ils ont toujours connu, même s'ils ne sont plus en mesure d'être autonomes à la maison.

Selon le maire Alain Vallée, de plus en plus de résidents âgés de Sainte-Thècle quittaient la municipalité pour déménager dans des résidences se trouvant dans les centres urbains de la Mauricie. Leurs parents n'étant plus là, on craignait qu'ensuite les jeunes nés à Sainte-Thècle ne retournent pas habiter dans leur patelin d'origine. Beaucoup d'efforts ont été déployés pour trouver une solution, des consultations publiques ont été menées et la solution coopérative s'est imposée d'elle-même.

Alain Vallée fait remarquer que l'état des lieux est le suivant : « il n'est pas rentable pour un promoteur privé de construire et d'opérer une résidence pour personnes âgées dans une petite municipalité comme Sainte-Thècle ».

En effet, pour répondre aux besoins du milieu, une quinzaine de logements serait suffisante. Il en faudrait beaucoup plus pour que l'entreprise soit rentable du point de vue

d'un investisseur privé.

Plusieurs projets coopératifs de résidences pour personnes âgées ont vu le jour en Mauricie et le modèle semble fonctionner. Dans les dernières années, Saint-Stanislas et Lac-aux-Sables ont par exemple développé ce type d'initiative dans leur communauté.

LE MEILLEUR MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Le projet de 2,7 millions pourrait voir le jour d'ici l'automne 2013. Quinze logements – onze 3 ½ et quatre 4 ½ – seront disponibles pour des retraités âgés de plus de 75 ans. Il devrait s'établir juste à côté de la coopérative de santé, personne ne contestera le potentiel de synergie entre deux services de ce type.

C'est une étroite collaboration entre plusieurs organismes du milieu qui a rendu l'aventure réalisable. La Caisse Desjardins de Sainte-Thècle-Saint-Adelphe, la municipalité, la Coopérative de développement régional et le groupe de ressources techniques des Habitations populaire du Québec sont tous impliqués à différents degrés. Un comité de citoyens a aussi été formé pour faire le suivi et vient tout juste de se doter d'un conseil d'administration provisoire.

Alain Vallée, maire

difficulté qui viennent d'être débloqués pour, entre autres, financer l'embauche d'un agent de développement.

Si le maire Vallée estime réaliste d'espérer un appui gouvernemental couvrant 49% des coûts du projet, il signale également qu'entre 20 et 25% des investissements nécessaires devront provenir des citoyens. Ceux-ci seront appelés à contribuer par le biais d'une collecte.

Alain Vallée ne tourne pas autour du pot lorsqu'on lui demande d'exprimer son opinion à propos du modèle coopératif. Selon lui, ce dernier constitue « le meilleur mode de développement pour nos régions ». Rien de moins.

Les avantages du modèle sont nombreux. La nature du projet le rend par exemple éligible à l'aide financière gouvernementale, ce qui facilite sa rentabilité. Aussi, étant donné que nous avons ici affaire à « des

intérêts collectifs et non des intérêts privés, les gens sont plus ouverts ».

« Quand le gouvernement ne fait rien, ça ne sert à rien d'aller brailler, il faut se prendre en main », conclut-t-il.



Le feu vert sera bientôt donné à ce projet d'habitation collective.

Photo: Jean Lauzon



OUVERT À TOUS !

Pour tous vos besoins en

LIBRAIRIE - PAPETERIE - INFORMATIQUE CADEAUX ET BIEN D'AUTRES

Coopsco Trois-Rivières a tout ce qu'il vous faut !

Visitez l'une ou l'autre de nos succursales ou faites vos achats dans le confort de votre foyer et découvrez les nombreux avantages d'être membre.

www.coopscotrois-rivieres.com

pense à ta coop !



Coopsco Trois-Rivières célèbre ses 25 ans, surveillez nos activités !

Succursale UQTR
819-371-1004

COOPSCO TROIS-RIVIÈRES



Succursale Collège Laffèche
819-375-1049 poste 257

Succursale Cégep de Trois-Rivières
819-376-1721 poste 2708

Succursale Collège Shawinigan
819-539-6401 poste 2320

PRO de l'assurance !



Pour une soumission auto, habitation, des entreprises ou agricole choisissez le PRO de l'assurance, une entreprise d'ici !

PROMUTUEL 160 ans à se réinventer
PORTNEUF-CHAMPLAIN

1 888 888-1229

promutuel.ca

Coopérative de solidarité Nature plein-air

La vraie nature d'Alexis enfin dévoilée

Comment occuper une famille de quatre personnes pendant quatre heures au cœur d'une municipalité dévitalisée? Voilà le défi de taille auquel fait face la population de Saint-Alexis-des-Monts. C'est exactement ce qui a permis d'amorcer les premiers pas vers la mise sur pied en 2009 de La Nature d'Alexis.

Jonathan Gariépy

Suite à une consultation publique organisée conjointement par le Centre local de développement (CLD) de la MRC de Maskinongé et la Coopérative de développement régional (CDR) Centre-du-Québec/Mauricie sur le sujet de la dévitalisation de Saint-Alexis-des-Monts, un comité de développement local est mis sur pied afin de trouver des actions pour redynamiser Saint-Alexis-des-Monts. Et c'est grâce à l'apport de ce comité que la Coopérative de solidarité nature plein air, mieux connue sous le nom de La Nature d'Alexis, a finalement vu le jour en mars 2009.

Nommée en l'honneur d'Alexis Boulanger, fondateur de la municipalité, la coopérative de solidarité La Nature d'Alexis a rapidement obtenu l'adhésion de plus de quatre-vingt membres dans ses rangs, tous avec la franche intention d'améliorer les conditions socio-économiques de leur milieu par l'entremise du développement d'activités récréotouristiques à proximité du centre de la municipalité ainsi que par la mise en valeur et la préservation des richesses naturelles du milieu.

IMPLICATIONS CONCRÈTES

La Nature d'Alexis a déjà à son actif la réalisation d'un réseau de sentiers quatre saisons d'une distance de quinze kilomètres qui offre la possibilité d'y pratiquer la raquette en saison froide et la marche le reste de l'année. Les sentiers ont été pensés et aménagés afin de satisfaire les adeptes de plein air de tout âge. Et question d'agrémenter la randonnée, quelques éléments complémentaires se retrouvent aux abords des sentiers dont un belvédère, une aire de pique-nique, un panneau d'interprétation et un chalet.

Selon Louis Allard, responsable de l'aménagement et de l'urbanisme à la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts et représentant de la municipalité au comité de développement local, cette coopérative répond à un besoin, car il y avait un manque à ce niveau-là.

Jusqu'à présent, près de 100 000\$ ont été investis dans cette belle aventure grâce aux différents partenaires du milieu dont la Municipalité de Saint-Alexis-des-Monts, la Caisse Desjardins de Saint-Alexis-des-Monts, la MRC de Maskinongé, le CLD de la MRC de Maskinongé et la CDR.

PROJETS À VENIR

De nouveaux projets sont sur le point de se concrétiser en 2012 afin d'accroître l'offre de services de la coopérative. Des circuits nautiques, des activités thématiques sur la nature et un sentier équestre sont au nombre des idées qui devraient voir le jour au cours de l'année, et ce, toujours à proximité du centre de la municipalité de quelque trois mille habitants.



Le lac Aqueduc : l'un des nombreux lacs qui habitent le paysage des randonnées dans les sentiers de La Nature d'Alexis.

Photo: La Nature d'Alexis

UNE COOPÉRATIVE? BIEN SÛR!

La constitution de La Nature d'Alexis en coopérative de solidarité était toute naturelle pour Guy Provencher, conseiller en développement coopératif à la CDR. Ce dernier soutient qu'il s'agit ici d'une formule qui permet à la communauté de s'impliquer dans le projet ce qui est tout à l'avantage de l'organisme.

De l'individu qui utilise les services de la coopérative jusqu'à l'entreprise qui a à cœur les objectifs de La Nature d'Alexis, quatre catégories de membre sont offertes à tous ceux et celles qui désirent contribuer à la réussite de la coopérative de plein air.

DES RETOMBÉES POSITIVES

Grâce à la vision de la coopérative, plusieurs partenariats ont vu et verront le jour prochainement avec d'autres coopératives du milieu. En 2011, La Nature d'Alexis a octroyé des contrats d'aménagement et de déboisement de sentiers à la Coopérative des travailleurs de Mastigouche (CTM) de Saint-Alexis-des-Monts. Selon les propos recueillis auprès de Louis Allard, ces contrats ont permis d'éviter le pire à la CTM, car elle n'avait eu que très peu de contrats en 2011 jusqu'à ce moment.

D'autres impacts collatéraux se font également sentir au sein même de la communauté. Suite aux réalisations de La

Nature d'Alexis, plusieurs citoyens de la municipalité s'organisent afin de mettre sur pied un club de marche pour ainsi maximiser l'utilisation du réseau de sentiers mis à leur disposition.

Membre utilisateur consommateur et administratrice à La Nature d'Alexis, Lysa Di Cicco mentionne qu'il serait bien que la coopérative ait sa propre équipe de travail dans les années à venir, afin qu'elle continue d'offrir des services à la hauteur des attentes. Elle espère ainsi que La Nature d'Alexis contribuera à créer davantage d'emplois de qualité à Saint-Alexis-des-Monts.

Trois coopératives brassicoles en Mauricie

Il Fût une fois: une histoire de brasseurs

Au début, c'était une idée de brasseurs: créer des bières et un endroit qui avait de la personnalité. Puis, un projet de groupe a vu le jour sous forme coopérative. Par la suite, ce fut un enjeu de développement économique, une façon de faire connaître la Mauricie. Le reste est devenu une histoire que l'on se raconte autour d'une bière du Trou du Diable, des Frères Houblon ou de À la Fût.

Vanessa Hébert

Coopératives par conviction, ces brasseries stimulent l'économie de la région une bière à la fois. Valorisation, écoresponsabilité et création d'emploi sont au cœur de leur mission. Qui a dit que d'en couler une froide n'était pas synonyme de citoyenneté?

« On a convergé vers cette région, vu le potentiel de développement. En plus, Saint-Tite possède une situation géographique idéale pour la distribution », énonce Pierre-Paul Carpentier, un des six membres de gestion d'À la Fût. Avec la population locale et la clientèle qui affluent chapeaux de cowboys prêts pour le festival western, l'opportunité est belle pour se faire connaître.

Le but premier de la brasserie reste toutefois de valoriser la Mauricie pour ses différentes ressources. À la Fût a d'ailleurs mis en place un réseau pour faire connaître les produits locaux. En partenariat avec le Carrefour Jeunesse Emploi, ils ont développé un secteur économique pour les gourmands. « Les gens peuvent passer leur commande sur le web puis des employés préparent les paniers », déclare Pierre-Paul Carpentier.

Avec la consommation locale comme but principal, À la Fût promet de faire découvrir la Mauricie non seulement dans l'assiette de ses clients, mais aussi dans leur verre. Avec l'orge biologique qui provient de la région, les bières de la brasserie sont parmi les seules du Québec entièrement faites dans la belle province. « On veut créer un sentiment d'appartenance envers nos bières tout en permettant aux gens de connaître Saint-Tite pour toutes ses valeurs. »



La terrasse du Trou du Diable, à Shawinigan.

Photo: Le Trou du Diable

inspirée des brasseries belges. Orientés sur le produit et la qualité, ils font très peu de publicité. Leurs trois bières, distribuées en bouteille, seraient « certifiables bio », selon M. Soubrier.

Le brasseur a fondé la coopérative avec deux amis d'université. « Je voulais travailler

avec eux et la formule coopérative nous permettait de démarrer l'entreprise avec peu de moyens. Le modèle coop incite plus les gens à s'impliquer, dans un esprit d'égalité. »

Les brasseurs coopératifs n'amènent pas seulement les gens de l'extérieur vers la région : le contraire est aussi vrai. Avec leur

distribution de bières à travers le Québec, notamment par l'installation à domicile de machines pour les barils par À la Fût, c'est un peu de Mauricie qui coule partout dans la province.

Avec la collaboration de Nicolas Falcimaigne

Coopérative des arts Nehirowisiw

Kwei à la coopération

Il y a un an et demi, une coopérative poussait au Nord du territoire mauricien: la Coopérative des arts nehirowisiw, un regroupement d'artistes et artisans atikamekws. Créée dans le but de permettre à ces derniers de vivre de leur passion, force est de constater qu'il reste encore du chemin à faire avant que ce rêve ne devienne réalité. Un chemin ardu, mais praticable.

Matthieu Max-Gessler
La Gazette de la Mauricie

UNE BIÈRE CONTRE L'EXODE

Pour le Trou du Diable, c'est le besoin de se sentir près de la nature qui a poussé les fondateurs du projet vers la Mauricie. « Je suis originaire de Shawinigan et la ville me manquait lorsque j'étais à Montréal. Je savais toutefois que si je revenais, certains aspects de la vie montréalaise allaient me manquer, exprime Isaac Tremblay, un fondateur de la brasserie. J'ai réalisé que si ça me manquait à moi, ça doit manquer à d'autres. » C'est ainsi que s'est mis en branle l'objectif de revitaliser Shawinigan. Quelques bières plus tard, le Trou du Diable a permis un tournant touristique important en Mauricie. Créant des emplois et une vie sociale, la brasserie a augmenté le développement économique tout en ralentissant l'exode des jeunes.

Avec des artistes de grands noms qui viennent pousser la chansonnette chez eux, il y a de quoi rester pour un verre de plus. « Beaucoup de gens de l'extérieur viennent à Shawinigan pour voir des gros bands en formule cabaret, lance Isaac Tremblay. Cela permet aussi aux groupes musicaux connus en ville d'étendre leur public en région. »

SANS TAMBOUR NI TROMPETTE

Frédéric Soubrier, fondateur de la brasserie coopérative Les Frères Houblon à Trois-Rivières, a adopté une tout autre stratégie. Son équipe n'est pas intéressée à gérer un bar, et leur approche est plutôt

RETOUR AUX SOURCES

Pour Yvon Dubé, la coopérative était le seul moyen approprié pour répondre à la problématique. « On a choisi ce modèle parce que ça rentre plus dans nos valeurs qu'on voulait véhiculer dans la communauté. Chez nous, le modèle coopératif existait déjà avant la sédentarisation et l'arrivée des premiers colons. Les gens vivaient de cette manière-là, les échanges, la coopération entre les tribus et les bandes. Il y a eu une coupure à la création des réserves. » Mais le but principal reste de permettre aux artistes et artisans de vivre de leur métier.

Créée officiellement en juillet 2010, la Coopérative Nehirowisiw a déjà ouvert un premier atelier de travail à La Tuque et vise l'ouverture d'un second à Wemotaci, située 115 kilomètres plus loin. Toutefois, il est hors de question de faire de même à Opitciwan et Manawan, les deux autres communautés atikamekw du Québec. « On aurait aimé créer un atelier dans chacune des trois communautés, mais ça coûte trop cher pour l'instant et le financement n'est pas toujours là, déplore M. Dubé. À Wemotaci, le Conseil de bande a déjà statué sur un bâtiment qui sera libéré au cours du printemps 2012. »



Cet article de La Gazette de la Mauricie est co-publié ici avec l'aimable autorisation de son auteur.

www.lagazette.ca

PIGNON SUR FLEUVE

Yvon Dubé souhaite également ouvrir une boutique à Trois-Rivières dans un avenir prochain pour augmenter la visibilité de la coopérative. « L'idéal pour nous, c'est Trois-Rivières, puisque c'est entre les deux pôles touristiques que sont Montréal et Québec, explique-t-il. Mais à long terme, on veut mettre sur pied un réseau de distribution dans le corridor de Toronto à Tadoussac, même sur la Côte-Nord. » Une



Créée officiellement en juillet 2010, la Coopérative Nehirowisiw a déjà ouvert un premier atelier de travail à La Tuque et vise l'ouverture d'un second à Wemotaci, située 115 kilomètres plus loin.

Photo: StockExchange

démarche dans laquelle Éric Lord a impliqué Culture Mauricie. « On a déjà fait les contacts pour eux pour une exposition dans le nouvel espace EMA Expérience métiers d'arts, ouvert le premier décembre. Notre rôle, c'est d'être facilitateurs: si leur projet va dans le sens d'une boutique permanente, on va les appuyer et contribuer à ce que ça puisse se réaliser dans les meilleures conditions. »

En attendant que tous ces projets se réalisent, Yvon Dubé garde les deux pieds sur terre. « On voit très grand, mais à long terme. On est conscients que ça va être un travail assez ardu pour pouvoir développer l'économie sociale dans les communautés. Je sais que les intervenants du milieu économique privilégient les projets rentables à court terme. Mais pour ma part, je sais que l'économie sociale est un atout pour les communautés en région éloignée. »

Ensemble

Rédaction (pour cette édition): François Beaudreau, Pascale Charlebois, Andrée-Anne Côté-St-Laurent, Jonathan Gariépy, Christine Gilliet, Vanessa Hébert, Sébastien Lacroix, Charles Laviolette, Mathieu Max-Gessler, Jean-François Veilleux et Nicolas Falcimaigne, rédacteur en chef. - Illustration: Alexandre April. - Révision: Frédérique Doucet et Anne Falcimaigne. - Photographie: Nicolas Falcimaigne et Jean Lauzon. - Montage: Nicolas Falcimaigne.

Site Web: FairTradeMedia.com - Impression et soutien à la production: Les Presses du Fleuve, Montmagny - Comptabilité: Fédération des coopératives d'habitation de l'Estrie (FCHE) - Administration: Frédérique Doucet

Conseil d'administration: Alexandre April, secrétaire, René Bougie, administrateur, Marc Ouimet, trésorier, Dru Oja Jay, vice-président et Nicolas Falcimaigne, président. Co-présidents d'honneur: Claude Béland et Raymond Corriveau.

Administration et ventes: 418 857-2712 - Communiqués de presse: info@journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

Musée populaire de la photographie

Cinq ans pour ouvrir les portes de l'art

Le 15 février 2006, un étonnant espace a ouvert ses portes au public drummondvillois. Le Musée populaire de la photographie (MPP) a donné un sens nouveau au soubassement de l'église Saint-Frédéric.

Nicolas Falcimaigne

«Nous sommes un petit musée aux grandes ambitions, se plaît à dire le fondateur Jean Lauzon. Beaucoup a été fait et encore davantage reste à faire. Le pari d'ouvrir une institution muséale à Drummondville, là où rien ne présageait qu'il puisse en être ainsi, a été gagné. La voie est désormais ouverte et ces grandes ambitions ne demandent rien d'autre que d'être comblées.»

Comme pour toute entreprise d'économie sociale, la naissance de cet organisme à but non lucratif a nécessité plusieurs années de travail préparatoire et le soutien de nombreux partenaires du milieu.

Modestes au départ, les collections du Musée n'ont cessé de croître depuis son ouverture, essentiellement grâce aux dons du public et de certaines institutions, comme le Village québécois d'antan, précise le photographe. «Nous conservons actuellement plus de deux mille objets directement reliés au monde de la photographie. Tous les principaux types d'appareils photographiques y sont représentés et la visite au Musée se fait selon un parcours à la fois chronologique et typologique. Des répliques des premiers appareils de prise de vue, ceux de Niépce, Talbot et Daguerre, fruit du travail de M. Réal Manseau, introduisent le visiteur dans une sorte de protohistoire de la photographie, dans ses premiers balbutiements, dans ses premiers essais, jusqu'à la date officielle de l'invention, en France, en 1839.»

Suivons le guide...

VOYAGE DANS LE TEMPS

Les différentes sections du Musée convient les amateurs à comprendre le fonctionnement de l'appareil photo sous ses formes « box » ou « à soufflet » et aussi à voir, sous différents systèmes de visée, des appareils réflex, à visée simple, à double objectif ou de moyen format, représentés par les marques les plus célèbres que sont Leica, Rolleiflex et Nikon.

Le musée consacre des espaces à la photo amateur, sous ses appareils multiformes, et aux caméras Instamatic avec ses « fameuses flashcubes, fabriqués par millions à l'usine Sylvania de Drummondville entre les années 1960 et 1980 ». Deux importants espaces sont dédiés à la photographie en relief et aux Polaroids. La chambre noire montre ensuite ses instruments pour procéder à l'agrandissement des images, et le cinéma, fils de la photo, trouve aussi la niche qui lui convient au musée drummondvillois.

Parmi les pièces d'intérêt majeur exposées au Musée, notons la Chambre daguerrienne de 1845, l'Ermanox de 1924, l'appareil panoramique Cirkut n° 10 de 1925, le Rolleiflex 1



Photo: Jean Lauzon



Photo: Martine Michaud
Exposition Sésame, Musée populaire de la photographie

Sésame...

Signe que les portes donnent sur l'avenir au MPP, l'exposition Sésame..., qui prendra l'affiche entre les 21 mars et 20 mai prochains, proposera au public une série d'images de portes que Martine Michaud (Mishó) a photographiées au cours de ses nombreux voyages, notamment au Maroc.

Artiste multidisciplinaire, Martine Michaud pratique la photographie depuis plusieurs années. Elle a rassemblé au fil des ans un corpus photographique réunissant des milliers d'images captées dans divers pays.

«Ouvrir ces portes nous obligerait à défoncer les murs de l'espace où sont verrouillées ces visibilités photographiques, à les sortir de leurs gonds, à conséquemment briser les images et avec elles le voyage imaginaire qu'elles suscitent et auquel elles s'associent. Ce serait dommage. Préservons donc ces portes bien fermées puisque ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront mieux s'ouvrir.»



Photo: Jean Lauzon, Musée populaire de la photographie



Photo: Jean Lauzon, Musée populaire de la photographie



Photo: Jean Lauzon, Musée populaire de la photographie



Photo: Jean Lauzon, Musée populaire de la photographie

ANIMATION DU MILIEU

Avant même son ouverture, le musée éditait déjà un journal, publié six fois par année, d'abord destiné à ses membres et rendu disponible par la suite au grand public. Il s'agit en fait d'un feuillet d'informations où sont colligées les nouvelles les plus importantes au moment de sa publication.

En octobre 2006, après quelques discussions, une rencontre exploratoire se tenait au Musée pour voir si la fondation d'un Club de photo à Drummondville avait quelque chance de réussite et il fut décidé que cela méritait d'être essayé. Ses premières réunions se sont tenues au Musée et depuis, c'est au Centre communautaire Saint-Pierre que ce Club, présidé par Maurice Landry, a élu domicile. Il compte aujourd'hui une trentaine de membres actifs.

De 2006 à 2007, des rencontres mensuelles ont été organisées au Musée, sous la forme de conférences gratuites pour les membres.

Un colloque portant sur le caractère photographique du Suaire de Turin, réunissant quatre conférenciers, a été organisé le 8 septembre 2007 au Musée, en plus d'une allocution sur le même sujet présentée par Raymond Beaugrand-Champagne, le 29 septembre, qui a réuni plus d'une centaine de personnes à l'église Saint-Frédéric.

La photographie est une fenêtre ouverte sur le monde. Puisque rien n'échappe à la lentille, il faut s'attendre à ce que le petit musée aux grandes ambitions continue d'ouvrir des portes. Au visiteur maintenant de trouver en lui l'audace de les franchir.

En Mauricie et au Centre-du-Québec,
plus de **600 entreprises collectives**
et les **6000 personnes** y travaillant
sont fières de contribuer au
développement régional et
d'entreprendre autrement.



Conseil régional
d'économie sociale
Mauricie





Coopérative de
développement régional
Centre-du-Québec/Mauricie



La CDR c'est votre partenaire du développement coopératif

C'est un secteur développement coopératif

- Avoir contribué à la création de plus de 200 coopératives au Centre-du-Québec et en Mauricie;
- Avoir contribué à créer et maintenir près de 1500 emplois durables sur son territoire de desserte.
- Avoir contribué à favoriser le taux de survie des coopératives qui atteint 64 % après 5 ans et passe à 46 % après 10 ans, comparativement à 36 % et 20 % pour les autres entreprises.

C'est un secteur éducation coopérative

Jeune Coop

- Cadre de fonctionnement démocratique pour gérer et réaliser de façon efficace tout projet collectif. C'est en 2011, 33 projets Jeune COOP, 500 jeunes sensibilisés à l'entrepreneuriat collectif par le biais de ce projet.

Coopérative jeunesse de services (CJS)

- Ensemble et avec l'appui de leur communauté, ils relèvent le

défi de mettre sur pied leur propre entreprise coopérative afin de se créer un emploi dans leur localité. C'est en 2011, 18 CJS, 170 coopérants, 26 animateurs, 8 766 heures travaillées, 26 107 heures d'implication et 106 410 \$ de revenus.

Ensemble vers la réussite (EVR)

- Une démarche d'initiation qui s'adresse aux enseignants et aux élèves du troisième cycle du primaire et du premier cycle du secondaire. Permet de réaliser un projet de classe choisi démocratiquement et géré entièrement par les élèves.

C'est un secteur projets spéciaux

- Avoir été porteuse d'un projet pilote sur les coopératives de santé au Centre-du-Québec et en Mauricie,
- Avoir réalisé l'analyse situationnelle des coopératives de santé au Centre-du-Québec et en Mauricie,
- Être mandataire d'un projet pilote pour les municipalités dévitalisées en Mauricie.

Votre équipe dévouée au développement coopératif



Merci aux partenaires
du développement coopératif

Développement
économique, Innovation
et Exportation

